



Pour une Finance toujours plus durable

Opinions, analyses et
perspectives de votre Banque
de confiance

5^e Newsletter
Février 2025

BPS (SUISSE)

Still “Thinking Sustainable”? /03

ESG Tendances – Où sommes-nous
aujourd’hui /04

Marché boursier suisse –
Évaluation de la durabilité /06

Comment organiser le développement
durable dans une banque –
Le rôle du Sustainability Manager /08

Le virage vert américain à l’épreuve
de Donald Trump /10

Pilules de durabilité /12

IMPRESSUM

Rédaction:
BPS (SUISSE)
Marketing Service
Piazza Indipendenza 2
6830 Chiasso

marketing@bps-suisse.ch

Disclaimer

La présente publication n’a qu’un but informatif, ne constitue pas une offre et ne remplace en aucun cas l’avis qualifié requis avant toute décision d’achat, notamment en ce qui concerne les risques qui y sont associés. Il est donc du devoir de l’investisseur individuel de consulter son conseiller financier. Les produits financiers décrits ici ne sont pas destinés aux personnes soumises à une juridiction qui limite ou interdit leur distribution à partir de la Suisse.



Still “Thinking Sustainable”?

Dans quelle mesure le paradigme de la durabilité en matière d'investissement a-t-il évolué au cours des cinq dernières années? Il a énormément changé. Pour l'investisseur professionnel, nous assistons à une perte progressive et inexorable de la primauté de la finance (où et comment allouer les capitaux d'une manière qui soit pertinente pour un rapport rendement/risque attendu, en tenant compte des externalités négatives qui découlent des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise) en faveur de la primauté de la réglementation et de la compliance, au sein d'un système de règles complexe, changeant et peu lisible. Avec cette grille de lecture, la durabilité des investissements semble se transformer en une énième obligation réglementaire en soi, alors qu'en réalité, cette réglementation présente de nombreuses facettes et implications.

D'une part, elle est nécessaire. En effet, éviter le greenwashing et toutes les pratiques trompeuses lorsqu'on propose un produit financier sur le marché est un principe sacro-saint, surtout lorsqu'il est associé à des objectifs déclarés en matière d'impact sur l'environnement.

D'autre part, la mesure du caractère durable d'un produit financier, basée sur la définition des critères et de la période, est complexe et comporte des ambiguïtés. À l'instar de l'harmonisation des données, l'utilisation de ratings et la définition de normes industrielles restent un point de discussion ouvert et, à notre avis, complexe.

D'autre part, une simplification et une définition rigide des méthodes conduiraient encore à un nouvel exercice consistant à «cocher la case», qui s'écarterait des principes d'allocation efficace des capitaux, produisant une concentration sur un nombre limité de titres et secteurs à même de modifier artificiellement les primes de risque.

Malgré ces contradictions évidentes et la volatilité de l'environnement réglementaire et sectoriel, en 2025, nous continuons à maintenir une approche constructive du thème de la durabilité, en confirmant ce qui est énoncé dans notre

«politique d'investissement durable».

En bref, nous y croyons! Nous pensons en effet que les principes qui sous-tendent le concept de durabilité ont un sens du point de vue de l'investissement et que l'incertitude ou la complexité de la réglementation ne devrait pas nuire à sa valeur intrinsèque. Notre objectif reste donc inchangé, à savoir maximiser le rendement par rapport au risque, mais en tenant compte de la durabilité en la démontrant par les faits: inclure les paramètres de risque environnemental, social et de gouvernance d'entreprise de manière systématique et mesurée dans l'analyse et la construction des portefeuilles ne bouleverse pas le processus d'investissement, mais l'affine de manière à permettre la recherche de meilleurs résultats dans une logique de rendement/risque, en considérant les paramètres de durabilité comme une troisième dimension de l'analyse structurelle.

La primauté de la finance doit donc rester fermement ancrée afin que l'investissement, renforcé par la pertinence émanant des règles progressivement imposées par les régulateurs, ne perde pas son sens.

À la question «**STILL THINKING SUSTAINABLE?**», nous répondons donc «**YES!**» et proposons de nouveau notre ESG Newsletter qui, dans cette cinquième édition, reprend les principales tendances du marché dans le domaine ESG et couvre spécifiquement le marché suisse des actions.

D'un point de vue historique, le moment est aussi particulièrement intéressant et opportun pour discuter de l'évolution des politiques «vertes» aux États-Unis après l'élection de Donald Trump. Nous reviendrons, pour ensuite revenir sous nos latitudes et découvrir le rôle du Sustainability Manager au sein d'une banque suisse et concluons par les habituelles «pilules de durabilité».

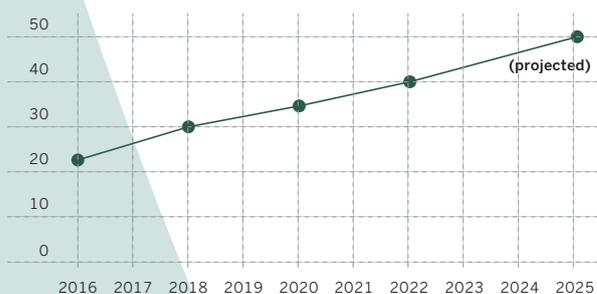
Roberto Mastromarchi, CFA, CESGA
Vice-Président Direction Générale
Responsable de la Division Front de BPS (SUISSE)

TENDANCES ESG – OÙ SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI

Conformément aux prévisions, l'année qui vient de s'achever s'est révélée en moyenne positive pour les stratégies d'investissement liées à la durabilité, avec une croissance modérée de leur adoption, légèrement supérieure à celle observée en 2023, année marquée par les incertitudes et des guerres qui ont bouleversé le paysage mondial.

Le résultat qui ressort des données est très clair: nous n'avons pas encore retrouvé les niveaux atteints en 2020/2021, mais la croissance reste soutenue, année après année, et le brusque renversement de tendance affiché en 2022 est désormais derrière nous.

Total des actifs ESG mondiaux (en milliers de milliards d'USD)



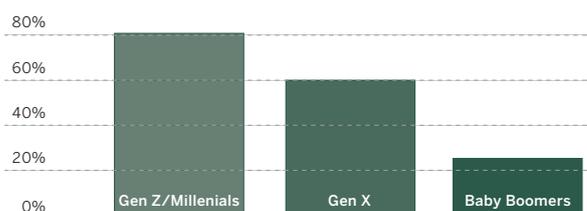
Source: Bloomberg Intelligence

En 2024, les investissements ESG ont donc poursuivi leur hausse, avec une augmentation du total des actifs sous gestion (AuM) d'environ 10% par rapport aux 41 000 milliards de dollars de départ et un chiffre supérieur aux 7.9% atteints en 2023. La croissance est principalement tirée par l'extension de la réglementation et par la demande accrue des investisseurs institutionnels et retail, en particulier des générations Millennials et Z, qui manifestent un intérêt d'au moins 80% pour les solutions d'investissement durable.

Au niveau géographique, l'Europe reste en tête avec environ 85% des actifs ESG mondiaux, soutenue par la taxinomie européenne et les obligations vertes désormais standardisées. En revanche, les États-Unis enregistrent une croissance plus lente en raison des divisions politiques relatives à l'ESG, mais l'Inflation Reduction Act stimule les investissements dans les énergies renouvelables et les secteurs à faibles émissions. Enfin, l'Asie connaît une croissance rapide, avec une forte augmentation des investissements durables liés aux énergies renouvelables et aux infrastructures, en particulier en Chine et au Japon.

Les stratégies d'investissement les plus populaires restent les stratégies passives, les ETF ESG continuant à enregistrer le volume d'entrées de capitaux le plus élevé. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, la croissance a atteint 20% par rapport à l'année précédente, les investisseurs appréciant plus que jamais la combinaison de transparence et de faibles coûts. Concernant les investissements thématiques, les secteurs tels que les énergies renouvelables, les technologies propres et la gestion de l'eau ont connu un essor, attirant plus de 30% du total des entrées de capitaux en raison de l'attention portée au niveau mondial à la décarbonation et à l'économie circulaire. Enfin, les obligations sociales, à savoir les instruments destinés à lever des fonds pour promouvoir des projets sociaux, ont bénéficié d'entrées de capitaux importants et ont progressé de 15% cette année, soutenues par la demande d'infrastructures de santé et d'éducation sur les marchés émergents. Mais il y a un revers de la médaille: ce sont les fonds mixtes ESG traditionnels qui ont connu un ralentissement par rapport aux années précédentes et une baisse des entrées de capitaux de 10% par rapport à 2023, en partie à cause des attentes croissantes en matière de transparence et d'impacts mesurables que certains fonds ne parviennent pas à satisfaire. De leur côté, les investissements sur les marchés des crédits carbone, appelés crédits carbone, sont restés stables mais n'ont pas atteint le pic escompté en raison des doutes sur l'intégrité de certains projets liés aux crédits volontaires.

Investisseurs intéressés par les thèmes ESG répartis par catégorie d'âge



Source: Université de Stanford



“2024 a représenté un **tournant** pour l’adoption des **investissements durables.**”

Enfin, de nouvelles évolutions devraient voir le jour en 2025 sur le front des investissements durables, avec des actifs placés au niveau mondial dans des stratégies ESG, qui, selon les prévisions, devraient dépasser les 50 000 milliards de dollars, représentant ainsi 15% du total des actifs sous gestion (AuM) consistant en produits d’investissement et avec une croissance annuelle moyenne de 12%. Les investissements durables s’orienteront de plus en plus vers

les marchés privés tels que le private equity et le venture capital, attirant des capitaux pour les start-ups axées sur les technologies durables et les infrastructures vertes. La tendance sera à une intensification de la réglementation, avec l’extension des règles en matière d’obligations de publier des rapports sur le climat aux États-Unis et en Asie, ainsi que des critères de taxinomie plus complexes en Europe, qui favoriseront les fonds affichant des pratiques avancées en matière de transparence.

En conclusion, 2024 a sans conteste représenté un tournant dans l’adoption d’investissements durables, avec une focalisation croissante sur des stratégies spécifiques et des secteurs à fort impact. L’année 2025, à son tour, devrait voir une accélération de ces tendances, avec un accent encore plus marqué sur la transparence, l’innovation technologique et l’intégration des critères ESG dans de nouveaux segments de marché.

Marco Guidazzi CFA, CESGA
Investment Advisory BPS (SUISSE)

Sources utilisées:

TESG Investing Trends and 10-Year Outlook ok| Morgan Stanley



The Future of ESG 2024: Trends and Predictions



Eight ESG trends to watch in 2024 – Deutsche Bank



ESG Investing Statistics, Data & Trends (2024)



Global ESG Funds Attract \$10.4 Billion in Q3 2024 | Morningstar



MARCHÉ BOURSIER SUISSE

ÉVALUATION DE LA DURABILITÉ

Démarrons d'ores et déjà par la conclusion, qui pourrait sembler évidente, et selon laquelle la durabilité ESG (Environnement, Social, Gouvernance) du marché boursier suisse est généralement bien évaluée. Un résultat dû à un ensemble de lois et de réglementations qui pourraient être qualifiées d'avancées, ainsi qu'à une économie structurellement saine qui permet aux entreprises de consacrer du temps et de l'argent à l'adoption de pratiques durables.



Démarrons d'ores et déjà par la conclusion, qui pourrait sembler évidente, et selon laquelle la durabilité ESG (Environnement, Social, Gouvernance) du marché boursier suisse est généralement bien évaluée. Un résultat dû à un ensemble de lois et de réglementations qui pourraient être qualifiées d'avancées, ainsi qu'à une économie structurellement saine qui permet aux entreprises de consacrer du temps et de l'argent à l'adoption de pratiques durables.

Mais commençons par la Suisse, en tant que pays: selon une étude de la ZKB, qui a classé près de 200 pays en fonction de la notion de «durabilité», la Suisse s'est positionnée en troisième position, alors qu'elle occupait la cinquième place l'année précédente. Seules quelques pays nordiques (Danemark et Islande) font mieux que nous.¹

Concernant les entreprises, un article publié sur la plateforme NZZ Sustainable Switzerland indique que: «Des études montrent que les trois quarts des entreprises suisses ont investi davantage de fonds dans les activités ESG au cours des dernières années, malgré l'augmentation des incertitudes et des crises. Un choix opéré non seulement sous la pression d'exigences réglementaires de plus en plus

strictes, mais aussi pour défendre leurs propres intérêts. Elles assument une responsabilité sociale, éthique et écologique – et garantissent ainsi leur réussite économique à long terme.»²

Voici en outre ce que rapporte un article du portail d'economiesuisse: «... la majorité des entreprises suisses appliquent correctement les règles en matière de conduite responsable des affaires. La diligence raisonnable des grandes entreprises est notamment mise en avant dans ces domaines.»³

Mais examinons maintenant quelques aspects plus spécifiques:

- d'un point de vue environnemental (E), l'absence de gisements de combustibles fossiles, qui rend la Suisse dépendante de l'étranger pour son approvisionnement en énergie, et l'impact direct et indirect du réchauffement climatique sur l'économie (tourisme hivernal, agriculture, catastrophes naturelles, migrations, etc.) font de nous un lieu idéal pour promouvoir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. À cet égard, la Suisse a adopté, entre autres, la Loi fédérale sur la réduction des émissions de CO₂ et la Loi fédérale sur le climat et l'innovation (2023), qui vise la neutralité climatique d'ici 2050 pour l'ensemble de l'industrie suisse.
- Sur le plan social (S), le pays dispose de politiques avancées en matière de travail et de normes strictes en matière d'égalité des sexes et de protection des droits humains. En outre, de nombreuses sociétés cotées en bourse adoptent des codes éthiques stricts, des politiques d'inclusion et de bien-être du personnel. Toutefois, à ce jour, en ce qui concerne l'inégalité salariale et l'écart entre les hommes et les femmes dans les fonctions de direction, les entre-



prises suisses ne figurent pas parmi les premiers de la classe, selon la société de notation MSCI Inc.

- Concernant la gouvernance (G) d'entreprise, les normes sont parmi les meilleures au monde, avec des exigences strictes en matière de transparence et de contrôle pour les sociétés cotées en bourse.

“Selon une étude, la **Suisse se classe troisième** et s'améliore par rapport à la 5^e de l'année précédente.”

En tant que secteur financier, nous sommes notamment soumis à la Loi suisse sur les services financiers, qui a introduit l'obligation de recueillir les préférences ESG dans le test de l'adéquation et du caractère approprié lors de la vente de services financiers, ainsi qu'aux lignes directrices de l'ASB (Association suisse des banquiers) contre le greenwashing ou encore à l'auto-régulation de l'AMAS (Asset Management Association Switzerland) sur les investissements durables.

Ces réglementations ont un impact direct sur l'activité de notre Banque et en particulier sur la gestion du fonds **Popso Swiss Equity**, qui prend en compte les aspects ESG grâce aux données fournies par notre provider Moody's. En bref, nous excluons les entreprises qui ne répondent pas à certaines exigences (par exemple une notation ESG minimale) dans le but d'avoir des scores globaux supérieurs à notre indice de référence (indice SPI). Certaines en-

treprises, même très connues (par exemple Swatch ou la Bâloise), sont exclues a priori du portefeuille pour cette raison. En outre, nous essayons d'intégrer l'analyse ESG à l'analyse fondamentale lors du choix des titres, grâce également aux analyses des courtiers qui, de nos jours, évaluent également la plupart des titres sous cet angle. Dans un monde en constante évolution, nous sommes également toujours à la recherche de nouveaux indicateurs ESG susceptibles d'améliorer la gestion de nos fonds.

En conclusion, nous pouvons dire que le marché boursier suisse est bien positionné au niveau mondial grâce à un cadre réglementaire solide et à l'engagement des entreprises en faveur de la durabilité. Nous sommes donc en accord avec l'étude de BAK Economics «Swiss Sustainability Gap 2024»⁴, qui en résumé révèle comment l'économie suisse progresse bien sur la voie de la durabilité, tout en présentant encore un potentiel d'amélioration notamment en ce qui concerne les composantes écologiques. De ce point de vue, et compte tenu des événements climatiques extrêmes qui ont touché de près la Suisse ces dernières années, nous attendons et espérons un engagement accru de la part de tous.

¹ ZKB: Sustainability Country Rating

² Sustainable Switzerland

³ Le Département fédéral des affaires étrangères et le Département fédéral de l'économie ont chargé la société de conseil ECOFACT AG et l'Institut de sociologie de l'Université de Zurich d'analyser la mise en œuvre des procédures de diligence raisonnable pour une gestion d'entreprise responsable par les entreprises suisses.

⁴ BAK Economics: Écart de durabilité de la Suisse en 2024

Pietro Codoni
Portfolio Manager BPS (SUISSE)

1



2

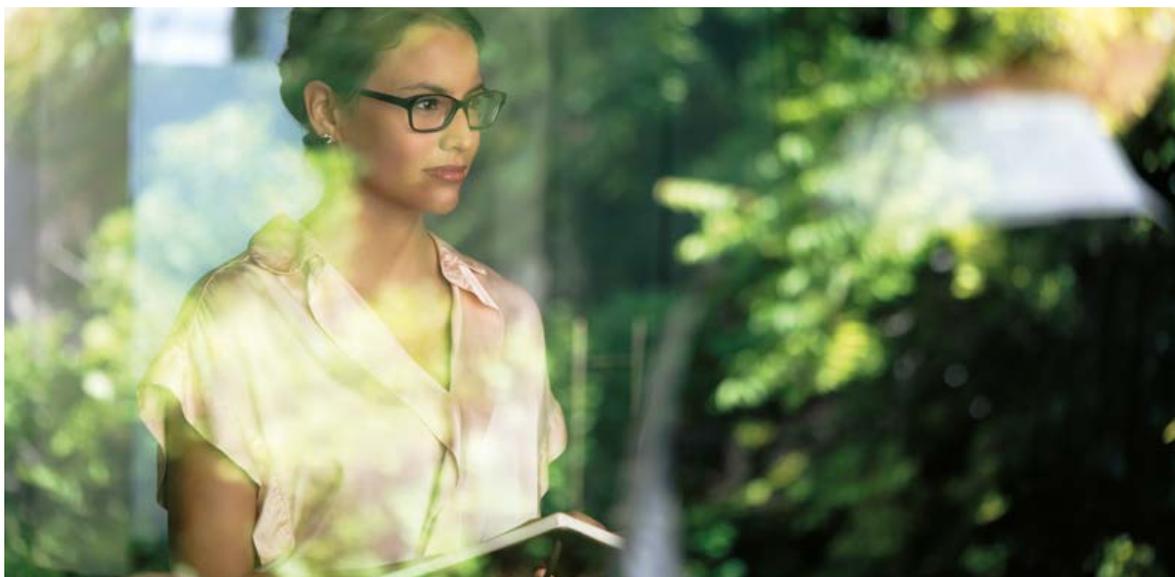


4



COMMENT ORGANISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS UNE BANQUE

LE RÔLE DU SUSTAINABILITY MANAGER



Dans le contexte de profonde mutation que traverse le secteur bancaire, la durabilité s'est imposée non pas comme une simple «tendance», mais comme un élément stratégique essentiel.

- Que signifie l'intégration de la durabilité dans une organisation aussi complexe?
- Quel est le rôle d'un Sustainability Manager?
- Comment cette position évoluera-t-il dans les années à venir?

Aujourd'hui, le rôle de Sustainability Manager devient de plus en plus une nécessité pour garantir l'intégration des principes ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans les processus d'entreprise, de façon à ce qu'ils soient transformés en avantages compétitifs et durables.

Pourquoi le développement durable est-il si important pour les banques aujourd'hui?

En Suisse, le cadre réglementaire souligne l'urgence d'adopter des modèles durables. La Loi sur le climat et l'innovation (LCI) vise la neutralité climatique d'ici

2050, et exige également du secteur financier qu'il oriente les entrées de capitaux vers des investissements respectueux de l'environnement.

Les banques, par leur capacité à allouer des ressources financières, jouent un rôle décisif en ayant une influence sur la société et sur l'environnement. Mais il ne s'agit pas seulement de répondre aux réglementations: il existe une demande croissante de la part de la clientèle, des investisseurs et du personnel portant sur des institutions qui reflètent des valeurs durables. L'intégration de la durabilité permet d'attirer les talents, d'améliorer la réputation et de renforcer la compétitivité.

Le rôle clé du Sustainability Manager

Le Sustainability Manager endosse un rôle très important, il constitue le point de référence pour toutes les initiatives en matière de développement durable au sein de la banque.

Il assume 4 compétences principales.

- **Développer des stratégies ESG:** définir des objectifs mesurables, créer des projets prioritaires et encourager l'adoption de produits et services durables

- **Assurer la conformité réglementaire:** surveiller les lois nationales telles que la LCI et les réglementations internationales telles que la SFDR et le règlement Taxinomie, en suivant les évolutions pour assurer la conformité par rapport aux nouvelles dispositions
- **Promouvoir la culture d'entreprise:** sensibiliser et former les collaborateurs pour favoriser l'intégration de la durabilité dans les activités quotidiennes
- **Mesurer et établir des rapports:** rédiger des rapports transparents selon des normes internationales telles que les critères européens ESRS ou GRI

Comment organiser le développement durable au sein de la banque?

Intégrer le développement durable au sein de la banque nécessite une approche structurée, impliquant toutes les fonctions de l'entreprise.

1. Gouvernance claire

Comité ESG: créer un organe pluridisciplinaire composé de représentants des principales fonctions de l'entreprise (p. ex. risque, crédit, investissements, marketing, RH) afin de garantir une vision intégrée et des décisions stratégiques

Nomination du Sustainability Manager: conférer à cette personne le pouvoir d'influencer les décisions pertinentes

2. Intégration dans les processus d'entreprise

Critères ESG dans les activités de conseil et de crédit: intégrer des évaluations environnementales et sociales dans les processus de crédit, promouvoir des projets à faible impact environnemental et des produits financiers qui respectent les critères ESG

Efficacité opérationnelle: réduire l'impact environnemental en adoptant des énergies renouvelables, des comportements vertueux et des solutions numériques pour réduire la consommation de ressources.

Critères sociétaux et éthiques: valoriser les aspects humains et promouvoir une gouvernance responsable, par exemple par l'adoption du modèle Equal Pay, une certification garantissant l'égalité salariale. Cette approche réduit les risques de réputation et favorise une gestion éthique conforme aux attentes de la société moderne.

3. Instruments de mesure et transparence

Suivi des performances ESG: utiliser des systèmes avancés pour analyser et améliorer l'impact des activités

Rapports transparents: publier des rapports périodiques conformément aux normes reconnues, en assurant une communication claire et fiable

4. Participation des parties prenantes

Collaborateurs: les sensibiliser, par le biais de programmes de formation, à l'intégration de la durabilité dans leurs activités

Clientèle: promouvoir des produits et services durables par le biais de campagnes ciblées et de conseils personnalisés

5. Importance du réseautage pour renforcer l'impact

Collaborer avec des associations professionnelles, des institutions gouvernementales et d'autres acteurs du secteur financier pour partager les meilleures pratiques, développer des solutions innovantes et contribuer à l'élaboration de normes communes

Les défis du Sustainability Manager

Le rôle de Sustainability Manager revêt une complexité croissante, impliquant plusieurs défis:

- **Résistance au changement:** intégrer la durabilité dans des processus consolidés demande du temps et de la sensibilité
- **Communication transparente:** éviter le risque d'écoblanchiment en veillant à ce que les déclarations ESG soient étayées par des données vérifiables
- **Mesure de l'impact:** créer des mesures fiables pour évaluer les résultats

“**En Suisse**, le cadre réglementaire met en évidence **l'urgence d'adopter des modèles durables.**”

Évolution du rôle du Sustainability Manager

Ces dernières années, ce rôle est passé d'une figure opérationnelle à un leader stratégique, qui, selon des études, réduit les risques liés au développement durable et contribue activement à l'amélioration des performances de l'entreprise.

Son rôle revêt donc une importance croissante dans la gestion des risques, la compliance et le développement de technologies durables.

Conclusion

L'intégration de la durabilité dans le secteur bancaire n'est pas seulement une question de réglementation, mais une stratégie visant à créer une valeur partagée. Le rôle du Sustainability Manager, qui est au cœur de cette transformation, garantit que les objectifs ESG se traduisent en actions concrètes.

Grâce à une approche structurée et collaborative, les banques peuvent contribuer à créer un avenir plus responsable tout en maintenant leur compétitivité.

Tiziana Brenna

Corporate Social Responsibility Manager
BPS (SUISSE)

Sources utilisées:

Loi sur le climat et l'innovation (LCI),
Confédération suisse



Lignes directrices de la
FINMA en matière de
développement durable



Directives de l'Association
suisse des banquiers (ASB)
Normes internationales GRI
et ESRS



LE VIRAGE VERT AMÉRICAIN À L'ÉPREUVE DE DONALD TRUMP

«J'ai grandi dans une ferme, mes parents élevaient des poulets, ils avaient un pick-up, et aujourd'hui, moi aussi j'en ai un... Les voitures électriques, ça ne m'intéresse pas, et franchement jamais je n'aurais pensé que ces 'nouvelles technologies' seraient si importantes dans notre région.»



MASSIMILIANO HERBER

Correspondant RSI aux États-Unis

C'est ce que m'a répondu le town manager de Liberty, une petite ville de trois mille habitants en Caroline du Nord¹. Grâce à la politique écologique de l'administration Biden, Toyota a décidé de construire une énorme usine de batteries pour véhicules électriques dans ce petit comté agricole. Un investissement de quatorze milliards de dollars, qui emploiera 5100 personnes à partir de 2025. Liberty ne fait pas exception: un peu plus à l'est se trouvera le site d'une usine vietnamienne de voitures écologiques et, plus au sud, un chantier industriel de production de plaques pour microprocesseurs. Soit quatre et cinq milliards d'investissements respectivement, à la faveur des politiques du président démocrate, pour un total de 9300 nouveaux emplois. En novembre, Donald Trump a remporté ce comté avec 78% des voix; quatre habitants sur cinq ont voté pour lui.

Le pragmatisme rural du «town manager» de Liberty explique la seule contradiction apparente du résultat du scrutin et offre une clé de lecture pour imaginer la future politique «verte» de la présidence Trump. Bien qu'il ait qualifié de folle («crazy») la politique environnementale menée par son prédécesseur, le président ne pourra pas la supprimer d'un coup de

baguette magique. Parce que de nombreuses subventions ont été accordées à l'importante industrie automobile, et aussi parce que les principaux bénéficiaires² de l'Energy Conversion Act étaient des États paradoxalement conservateurs, tels que la Caroline du Nord, la Géorgie ou le Texas. Donald Trump entend toutefois souligner ostensiblement la rupture avec son prédécesseur, pour se montrer moins «vert», et pas seulement dans ses discours. Il est probable, et même certain, que dès le jour de son investiture, il supprimera l'obligation décidée par Joe Biden selon laquelle, d'ici 2032, deux tiers de tous les véhicules vendus aux États-Unis devront être électriques. Le crédit d'impôt de 7500 dollars accordé aux acheteurs de voitures hybrides, qui n'avait guère été apprécié par les compagnies pétrolières et n'avait pas été du goût d'Elon Musk, lequel a vu la compétition interne à Tesla s'accroître sous la présidence démocrate, semble également voué à disparaître.

Le slogan trumpien qui inquiète les écologistes est «Drill, baby, drill!», à savoir la promesse réitérée lors de la campagne électorale de lâcher la bride qui entrave le secteur énergétique américain et de rechercher l'autonomie énergétique en s'appuyant sur les combustibles fossiles. Si la marge de manœuvre du président américain n'est pas illimitée, elle peut toutefois influencer sur les forages. Quoi qu'il arrive, ce sera le marché qui aura le dernier mot. Sous l'administration Biden, par exemple, la production de pétrole américaine a atteint de nouveaux records. Donald Trump cherchera à réduire le plus possible les interdictions de nouveaux puits sur les terrains fédéraux, à rationaliser les procédures pour de nouvelles concessions, à supprimer les réglementations environnementales pour les centrales électriques au charbon ou au gaz, ne s'opposera pas à la fracturation hydraulique (fracking) pour extraire le gaz et le pétrole, et donnera son feu vert à de nouvelles exportations de gaz naturel liquéfié. Le nouveau retrait des Accords de Paris sur le climat annoncé en fan-



fare sera avant tout un geste symbolique; il signifie simplement que les bénéfices pour le climat ne seront pas une priorité pour sa politique énergétique.

“Personne dans la future administration Trump ne fera de distinction entre les combustibles fossiles et les sources d'énergie propre.”

Il semblerait bien que le climatoscepticisme du candidat au poste de secrétaire dédié à l'énergie (Christ Wright, partisan de la technique de fracking, de l'énergie nucléaire et géothermique) confirme toutes les craintes des écologistes, mais lorsqu'il s'agit d'énergie, le mantra le plus répété parmi les Républicains est «un peu de tout»³: c'est-à-dire une politique énergétique qui recherche une essence bon marché et soutient le gaz naturel, tout en in-

vestissant dans toutes les autres formes d'énergie domestique, comme le charbon, ainsi que dans les énergies renouvelables, comme le solaire et l'éolien. Personne dans la future administration Trump ne fera la distinction entre les combustibles fossiles et les sources d'énergie propres, l'adjectif «vert» sera probablement remplacé par «alternatif», et avec un peu de marketing (peut-être en se pinçant le nez), on reconnaîtra que même dans le secteur des énergies «vertes» (ou plutôt alternatives), on peut faire des affaires en créant des emplois et en stimulant le développement technologique. Si l'on se plaît à répéter que l'on fera plus attention aux coûts qu'au climat, Donald Trump sait que si l'on ne veut pas laisser des parts de marché domestique à la concurrence (lire «Chine»)⁴, il faut faire preuve d'un pragmatisme agile. Si «Drill, baby, drill!» ne sera pas toujours la devise de son administration, ce qui compte pour lui et les milieux d'affaires qui le soutiennent, c'est sans contester le mantra «Dollars, baby, dollars!».

¹ Telegiornale RSI, 1.11.2024

² 80% des investissements prévus par l'Inflation Reduction Act (IRA) et le Chips Act ont fini dans des États républicains, Gillian Tett, Financial Times, 15.08.2024

³ Jeva Lange, Heat Map, 19.7.2024

⁴ Bentley Allan e Tim Sahay, Université Johns Hopkins, 6.11.2024

1



2



3



4



PILULES DE DURABILITÉ

Transformer le CO₂ suisse en roche islandaise

Imaginez que l'on capture le CO₂ de l'industrie avant qu'il ne pénètre dans l'atmosphère et qu'on le transforme en roche, pour l'éternité. C'est l'idée qu'explorent des chercheurs suisses dans le cadre d'un projet pilote d'extraction et de stockage du carbone (en anglais Carbon Capture and Storage, CCS). Il s'agit de technologies qui éliminent le CO₂ de certains processus industriels, tels que le traitement des eaux usées ou la production d'acier, et le stockent en profondeur. Cette solution devrait permettre à la Suisse d'atteindre l'objectif d'un bilan net de gaz à effet de serre nul d'ici 2050. Le CO₂ capturé n'est pas stocké en Suisse, mais sous terre en Islande. Outre l'utilisation massive d'énergies renouvelables et de mesures d'économie d'énergie, le gouvernement suisse affirme que pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, il sera nécessaire de capturer et de compenser les 12 millions de tonnes d'émissions de CO₂ générées principalement par les installations d'élimination des déchets, l'agriculture et les secteurs industriels tels que la production de ciment. Grâce au CSC, environ 500 000 tonnes de CO₂ pourraient être stockées de manière permanente d'ici 2030 et jusqu'à sept millions de tonnes d'ici 2050.

Source:

¹ SWI swissinfo.ch | Turning Swiss CO₂ into Icelandic rock

Les émissions mondiales de CO₂ ont atteint de nouveaux sommets en 2024

Les émissions de CO₂ provenant des combustibles fossiles et du ciment sont augmentées d'environ 0,8% en 2024, pour atteindre le chiffre record de 37,4 milliards de tonnes de CO₂, selon le rapport 2024 Global Carbon Budget (compilé par le Global Carbon Project). Malgré cette augmentation en 2024, les émissions totales de CO₂ se sont largement stabilisées au cours de la dernière décennie, signe que le monde réalise de modestes progrès dans la lutte contre ce problème. Cependant, les résultats sont loin de ce qui est nécessaire pour ramener les émissions mondiales à zéro et stabiliser les températures mondiales conformément aux objectifs de l'Accord de Paris. Le dernier Global Carbon Budget (novembre 2024) présente des données encourageantes: en 2024, les émissions sont diminuées de manière significative dans l'UE (-3,8%) et légèrement aux États-Unis (-0,6%). Une petite augmentation est attendue en Chine (+0,2%) et une hausse significative en Inde (+4,6%) et dans le reste du monde (+1,6%, y compris le transport maritime et aérien international). Si les émissions mondiales restent au niveau actuel, le budget carbone restant pour limiter le réchauffement à 1,5 degré (avec une probabilité de 50%) sera épuisé dans les six prochaines années. Les budgets carbone destinés à limiter le réchauffement à 1,7 et 2 degrés seraient épuisés dans 15 et 27 ans respectivement.

Source:

² Global Carbon Budget | Fossil fuel CO₂ emissions increase again in 2024

Team Asset Management BPS (SUISSE)

Roberto Mastromarchi,
Vice-président de la Direction générale,
Responsable de la Division Front-Office

Direction générale
Via Giacomo Luvini 2a, CH-6900 Lugano

Siège
Via Maggio 1, CH-6900 Lugano

Direct Banking
Tel. +41 58 855 00 60

Call Center / Free Call
00800 800 767 76

contact@bps-suisse.ch / esg@bps-suisse.ch
www.bps-suisse.ch

 **BPS (SUISSE)**

**Votre Banque,
vos valeurs**